



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Yves BARRAL, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale OCCITANIE EVENTS - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, le représentant de la Collectivité présente le compte rendu des activités 2019 de la société Occitanie Events.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Cyril MEUNIER pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SPL OCCITANIE EVENTS.

La SPL OCCITANIE EVENTS dispose d'une délégation de service public relative à l'exploitation du Parc des Expositions et de la Sud de France Aréna de la Région Occitanie depuis le 1^{er} janvier 2019, pour une durée de 8 ans. L'année 2019 est donc le premier exercice de la SPL OCCITANIE EVENTS.

Au 31 décembre 2019, le capital de la société s'élève à hauteur de 1 500 000 €. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire avec 10 actions soit 0,67 % du capital aux cotés de la Région Occitanie, majoritaire avec 1 460 actions soit 97,33 %, du Département (0,67 %), de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or (0,67 %) et de la ville de Pérols (0,67 %). Au cours de l'exercice 2019, la composition du Conseil d'Administration a enregistré la prise de participation de Montpellier Méditerranée Métropole après acquisition de 10 actions cédées par la Région Occitanie, le nombre d'administrateurs a été porté de 11 à 12 dont 1 siège pour Montpellier Méditerranée Métropole.

Au cours de l'exercice 2019, le Conseil d'Administration s'est réuni à quatre reprises les 1^{er} février, 3 avril, 23 octobre et 20 décembre 2019. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 7 novembre 2019 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2018.

L'effectif de la société est de 71 salariés au 31 décembre 2019 dont deux personnes en CDD et un mandataire social.

Au cours de ce premier exercice, 1 115 événements se sont tenus sur les deux sites (63 % au Parc des Expositions et 37 % à la Sud de France Aréna) générant une fréquentation de 798 589 visiteurs. Le Parc Expo accueille la plus grande partie des événements autoproduits et les marches du MICE, alors que les événements à caractère sportif et les spectacles sont concentrés sur la Sud de France Aréna.

Une analyse par marché donne les éléments suivants :

- Le marché des salons autoproduits avec 7 sessions représente presque le quart de la fréquentation (23,7 %) avec 189 528 visiteurs notamment sur la Foire Internationale et le salon Energaïa ;
- Le marché du MICE regroupe les salons accueillis et concours (42 % des sessions ainsi que des visiteurs) ; les événements sportifs (21 % des sessions et 16 % de la fréquentation avec notamment l'Open Sud de France, l'Occitanie E-Sports et le Jumping International) ; le corporate (6 % des sessions mais seulement 1,6 % de visiteurs) et les congrès (9,6 % de sessions et 3,8 % de fréquentation) ;
- Le marché des spectacles affiche 15,6 % des sessions et 13,2 % de fréquentation.

Pour l'activité des deux sites, le chiffre d'affaires s'établit à 15 841 K€ HT avec 10 321 K€ pour le Parc Expo (65 %) et 5 520 K€ pour la Sud de France Aréna (35 %).

Par marché, le chiffre d'affaires se décompose ainsi :

- Les salons autoproduits ont généré 5,1 M€, soit près du tiers du chiffre d'affaires ;
- Les salons accueillis et les concours ont un chiffre d'affaires de près de 4,9 M€ (31 %). Ce segment se fonde sur un portefeuille d'événements récurrents qu'il faut pérenniser et sur des salons « itinérants » à (re)conquérir pour l' étoffer ;
- Les marchés des congrès et du corporate représentent seulement 7 % du chiffre d'affaires. Ce segment a de belles perspectives pour les prochains exercices ;
- Le marché du sport a vu un programme de qualité qui représente 17 % de son chiffre d'affaires ;
- Les hospitalités et activités complémentaires représentent moins de 7 % du chiffre d'affaires ;

- Le marché du spectacle génère environ 6 % de chiffre d'affaires.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 16 342 K€.

La participation des salariés aux résultats s'établit à 78,5 K€ conformément à l'accord initial de Montpellier Events.

Le résultat net enregistre un bénéfice de 202,7 K€.

Les capitaux propres de la société s'élèvent à 1 703 K€.

Les redevances versées dans le cadre de la délégation de service public, s'élèvent à 577 K€ pour la Région Occitanie.

Pour les perspectives 2020, il est à noter un fort impact suite à l'épidémie de Covid19, l'ensemble du complexe ayant été fermé à partir du 17 mars 2020, la reprise d'activité est envisagée à partir de septembre 2020. La baisse du chiffre d'affaires est estimée à -35 % par rapport au budget 2020 (14,4 M€).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société OCCITANIE EVENTS pour l'exercice 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-137444-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAA SPL OE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.